



# Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'14S en collaboration avec l'Unité d'Appui à la Stabilisation et le STAREC, deux organisations, Alert International et Pole Institute ont été sélectionnées et constituées en consortium pour exécuter le projet NJIA ZA MAKU-BALIANO financé par le Peace Building Fund, et les fonds gérés par le PNUD. Un montage d'entrée de jeu compliqué et lourd à cause notamment de cette confluence de pratiques et de cultures dans la gestion d'un tel projet en zones hautement sensibles et fragiles. Les zones choisies furent Kitchanga et ses alentours dont Pinga et la chefferie de Bwito. Ce rapport se focalise prioritairement au travail effectué dans les sept groupements du Bwito à savoir, Bishusha, Bukombo, Kihondo, Bambo, Kanyabayonga, Mutanda et Tongo, entre novembre 2017 et août 2018.

L'objectif de ce projet était double. Il s'agissait dans un premier temps, d'identifier et d'analyser les dynamiques et les causes des conflits dans le Bwito et ensuite proposer des mécanismes de stabilisation de cette chefferie.



**Bwito : Fleuron de la toute puissante industrie agricole devenu le dernier retranchement des FDLR rwandais**

Aloys TEGERA et Nene Morisho



Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I, Ville de Goma / Nord-Kivu  
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)  
Tél.: (00243) 81 77 89 819 / (00243) 99 17 61 551  
Web site: [www.pole-institute.org](http://www.pole-institute.org)  
E-mail : [poleinst@pole-institute.org](mailto:poleinst@pole-institute.org), [poleinst@free.fr](mailto:poleinst@free.fr)

Dossier

Octobre 2018



# Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

## **Bwito : Fleuron de la toute puissante industrie agricole devenu le dernier retronchement des FDLR rwandais**

Aloys Tegera et Nene Morisho

Dossier

Octobre 2018

## POLE INSTITUTE

### **Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.**

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

#### **Finalité et but :**

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIÉTÉ dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

#### **Politique :**

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

#### **Dossier**

Editeur responsable : Pole Institute  
Directeur de publication : Nene Morisho Mwana Biningo  
Rédacteur en chef : Godefroid Kā Mana

**Comité de rédaction** : - Nene Morisho Mwana Biningo  
- Aloys Tegera  
- Godefroid Kā Mana  
- Jean-Pierre Kabirigi

Pole Institute  
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I  
Ville de Goma / Nord-Kivu  
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)  
Tél.: (00243) 81 77 89 819 / (00243) 99 17 61 551  
Web site: [www.pole-institute.org](http://www.pole-institute.org)  
E-mail : [poleinst@pole-institute.org](mailto:poleinst@pole-institute.org), [poleinst@free.fr](mailto:poleinst@free.fr)

© Pole Institute, 2018

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

# Sommaire

Introduction	5
1. Les Faits	6
2. L'Analyse	10
1. L'identité.	10
2. Le pouvoir	17
3. La terre	19
4. Les Enjeux	24
5. Les Leçons tirées	30
6. Perspectives	31



# Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'I4S en collaboration avec l'Unité d'Appui à la Stabilisation et le STAREC, deux organisations, Alert International et Pole Institute ont été sélectionnées et constituées en consortium pour exécuter le projet NJIA ZA MAKUBALIANO financé par le Peace Building Fund, et les fonds gérés par le PNUD. Un montage d'entrée de jeu compliqué et lourd à cause notamment de cette confluence de pratiques et de cultures dans la gestion d'un tel projet en zones hautement sensibles et fragiles. Les zones choisies furent Kit-changa et ses alentours dont Pinga et la chefferie de Bwito. Ce rapport se focalise prioritairement au travail effectué dans les sept groupements du Bwito à savoir, Bishusha, Bukombo, Kihondo, Bambo, Kanyabayonga, Mutanda et Tongo, entre novembre 2017 et août 2018.

L'objectif de ce projet était double. Il s'agissait dans un premier temps, d'identifier et d'analyser les dynamiques et les causes des conflits dans le Bwito et ensuite proposer des mécanismes de stabilisation de cette chefferie.

La recherche-action-participative, fut l'outil choisi pour mener ce travail. En effet, pour pouvoir accéder à une information détaillée et riche en contenu, la méthode suivie fut celle de donner la parole à différentes personnes à chaque étape de la recherche, notamment dans :

1. L'analyse des conflits
2. La conduite d'une enquête quantitative
3. La conduite d'une enquête qualitative
4. La validation des résultats à travers de mini dialogues communautaires
5. La présentation des conclusions par communauté ethnique de vingt
6. L'organisation d'une Table Ronde regroupant au moins trois participants représentant chaque communauté ethnique locale et élargie aux élites locales vivant à Goma, à Kinshasa et ailleurs.
7. L'élaboration d'un plan d'action local.

De ce travail voici les grandes lignes qui ressortent.

# 1. Les Faits

Les guerres interethniques qui ont secoué la province du Nord-Kivu depuis les années 1990 et les rébellions subséquentes qui s'en sont suivies n'ont pas épargné la chefferie de Bwito en territoire de Rutshuru. En effet, c'est dans la chefferie de Bwito que les affrontements sanglants ont débuté avant d'embraser le reste de la province du Nord-Kivu. Du 24 au 27 juillet 1992 au village de Buuma au Bwito, un conflit foncier opposant les paysans hutu vivant sur une ancienne concession d'un colon planteur au nouveau propriétaire tutsi, Segatagara Muhindanyi, ancien directeur de la Banque de Kinshasa, représenté par son frère gérant, Ruberanziza Murumbura, se solda par la mort d'une personne, Rwangano Matemane, fils adoptif du leader des hutu de Buuma nommé Bisambiro, l'incendie de 231 maisons, la destruction de 131 maisons, le pillage de 118 vaches et 112 chèvres.<sup>1</sup> Une année plus tard, en juillet 1993, les affrontements entre les Banyarwanda (Hutu et Tutsi confondus) et les Hunde commencés dans le Masisi en mars de la même année atteignent le Bwito. Les Banyarwanda (Hutu et Tutsi confondus) s'organisent en autodéfense et ripostent aux attaques des Hunde en brûlant et tuant leurs voisins paysans Hunde. Un rapport d'Oxfam<sup>2</sup> et une commission de Caritas Secours International de Belgique<sup>3</sup> estiment qu'environ 7.000 personnes ont été tuées dans les zones de Walikale, Masisi et Rutshuru après le 20 mars 1993<sup>4</sup> et 250.000 le nombre de déplacés éparpillés dans les montagnes et villages abandonnés.

Ces affrontements entre Congolais vont être exacerbé par l'arrivée des réfugiés Rwandais de 1994 au sein desquels une armée rwandaise ex-FAR défaite et ses miliciens Interahamwe introduisent dans ce paysage politique congolais agité non seulement la haine du Tutsi naguère une particularité interne au conflit rwandais mais aussi des armes de guerre. Dans un retournement de rapport de forces, les ex-FAR et Interahamwe Rwandais vont prêter main forte aux Hutu Congolais. Les Tutsi rescapés vont s'exiler au Rwanda et les rescapés Hunde vont se

---

<sup>1</sup> CRONGD/Nord-Kivu, « Des conflits fonciers aux luttes interethniques du 24 au 27 juillet 1992 dans les groupements Mutanda et Kihondo, en collectivité de Bwito, zone de Rutshuru », Rapport de mission, du 8 au 11 août 1992, p. 9

<sup>2</sup> Rapport d'Oxfam du 12 août 1993.

<sup>3</sup> Libre Belgique du 24 septembre 1993.

<sup>4</sup> Les victimes sont issues de toutes les ethnies : Hutu, Tutsi, Hunde et Nyanga.



regrouper dans la ville de Goma et quelques sites semi-urbains comme Kitchanga, Masisi centre et Sake.

Le regroupement des camps des réfugiés rwandais le long de la frontière congolaise d'avec le Rwanda, ainsi que la réorganisation des ex-FAR et milices rwandais Interahamwe pour la reconquête du Rwanda à partir du sol congolais se soldèrent pas la démolition des camps des réfugiés rwandais par l'armée patriotique rwandaise (APR) en novembre 1996 et le long calvaire de la traversée du Congo par les réfugiés rwandais poussés en avant par leur armée défaite et ses milices. Leur poursuite par les rebelles congolais de l'AFDL de Laurent Désiré Kabila soutenu par le Rwanda et l'Ouganda va se confondre à une guerre de conquête que cette alliance mène contre l'armée de Mobutu et la prise de Kinshasa sept mois plus tard en mai 1997.

Dans la foulée de cette victoire éclaire des rebelles de l'AFDL, au Bwito, le camp des réfugiés rwandais de Kahindo va se dissoudre dans les groupements de Tongo, Bukombo, Bishusha, Bambo et ailleurs dans la même chefferie. En août 1998, quand l'alliance AFDL se fracasse en morceaux, et que Laurent Désiré Kabila est à son tour attaqué par le Rwanda et l'Ouganda, une alliance de raison va se créer entre les Kado-go de Laurent Désiré Kabila et les ennemis du Rwanda vivant sur le sol congolais, à savoir, les ex-FAR Rwandais et ses milices Interahamwe dans une logique somme toute simple dans laquelle « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Ces derniers sont considérés comme des troupes supplétives ailleurs dans les autres provinces du Congo. Mais dans le Sud et le Nord-Kivu, provinces voisines du Rwanda, la combativité et la motivation des ex-FAR Rwandais et ses milices Interahamwe vont s'avérer efficace dans la lutte contre la nouvelle rébellion du RDC/Goma. Ils vont enrôler de gré ou de force les jeunes Rwandais réfugiés qu'ils contrôlent, mais aussi d'autres Congolais, notamment au sein de la communauté hutu congolaise, qui désirent leur prêter une main forte pour se battre contre les forces armées de Paul Kagame désormais considérées comme un envahisseur non seulement par les troupes congolaises de Laurent Désiré Kabila, mais aussi par la branche combattante des réfugiés Rwandais. La chefferie de Bwito où la communauté hutu congolaise est majoritaire, va se muer en un bastion redoutable contre les rebelles du RCD/Goma si bien qu'un choix stratégique tel la nomination du gouverneur Eugène Serufuli originaire de Nyanzale dans la chefferie du Bwito en 2000 fut une main tendue à sa communauté dans l'effort de la soustraire à l'emprise Kabila.



Les opérations militaires Sokola I et II entre 2009 et 2015, et surtout la politique de la terre brûlée adoptée par les milices Raia Mutomboki dès 2012 et 2013 contre les FDLR au Sud-Kivu et au Nord-Kivu poussèrent les FDLR Rwandaises à se réfugier dans la chefferie du Bwito qu'ils contrôlent de main de fer depuis lors.

C'est dans ce contexte que les populations du Bwito auprès desquelles nous avons enquêté vivent et leurs réponses parfois évasives et superficielles reflètent cet environnement de vie complexe soumis au contrôle sécuritaire maximal des FDLR Rwandaises dans cette chefferie. Les milices hutu Nyatura du Bwito tirent leurs ordres et forces des FDLR Rwandaises qui font la pluie et le beau temps. Voici leurs réponses à nos questions :

S'agissant des facteurs qui divisent les communautés les réponses sont :

- la convoitise du pouvoir coutumier
- les questions de gestion des terres
- la détérioration des relations entre les communautés, les conflits identitaires, la méfiance intercommunautaire
- la faiblesse de l'Etat
- l'activisme des groupes armés d'auto-défense et à connotation tribale
- les manipulations politiciennes pour des fins de positionnement
- la mauvaise gouvernance
- l'accaparement des terres par les riches

Quant aux identités des uns et des autres :

- Ils reconnaissent une mosaïque des cultures dans laquelle les Hutu et les Nande sont majoritaires, les Hunde et les Tutsi étant les minorités.
- Ils reconnaissent la présence des réfugiés rwandais assimilés aux Hutu Congolais et face auxquels les Hunde qui ont le pouvoir coutumier se sentent menacés. D'où la globalisation de l'appellation « munyarwanda » pour désigner les Hutu Congolais assimilés aux Rwandais. Une globalisation qui passe mal chez les Hutu Congolais.
- Ils reconnaissent le repli ethnique de chaque communauté dans leurs mutuelles respectives : Magrivi (Hutu), Bushenge Hunde, Ngilima et Bapiri et Kyahanda (Nande), les accusations mutuelles et le rejet des responsabilités aux autres communautés dans une sorte de victimisation collective sans effort d'identification de responsabilités des uns et des autres.

S'agissant de la gouvernance :

- Tous reconnaissent non seulement la faiblesse de l'Etat mais l'inexistence des services sociaux de base.
- Ils sont conscients que le vrai pouvoir est entre les mains des inciviques sans pour autant préciser qui est qui parmi ces inciviques et qui exerce quel pouvoir et où.
- Ils reconnaissent que démographiquement les Hutu sont majoritaires mais que le pouvoir revient coutumièrement aux Hunde minoritaires. Les Hutu sont frustrés d'être exclus de la gestion de la chose publique au niveau local et le pouvoir coutumier Hunde se sent menacé dans l'exercice de son autorité sur une population dont il est incapable de contrôler. Le chef coutumier a déserté sa chefferie et plusieurs prétendants au pouvoir se battent entre eux et dans l'entre temps les groupes armés se sont substitués au chef absent et exercent le vrai pouvoir de facto.
- le poisson pourrit par la tête si bien que la mauvaise gouvernance au niveau national se répercute sur le local.
- la mauvaise gouvernance se répercute aussi dans la gestion des questions foncières
- les milices armées prétendant défendre leurs communautés respectives écumant les villages de la chefferie et terrorisent les populations.

Quant aux ressources de la chefferie :

- les terres restent inaccessibles à cause de l'insécurité
- les grandes concessions industrielles du thé et du café sont reconverties en d'autres formes d'exploitation comme par exemple en élevage de bovins ou en champs individuels.
- une grande confusion règne sur les lois régissant les anciennes concessions industrielles et leur privatisation au profit des barons de différentes rébellions et le régime en place.
- les terres coutumières vendues à des particuliers suscitent des conflits
- le parc national de Virunga occupe une bonne partie de la chefferie mais bénéficie peu à la population.

## 2. L'Analyse

Les discussions entre participants et enquêtés ont tourné autour de trois concepts clés : l'identité, le pouvoir et la terre. Ce triangle sociétal somme toute normal pour tout groupement humain, est devenu un triangle de la mort qui a endeuillé la chefferie de Bwito et la RD Congo en général.

### 1. L'identité.

Selon le dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie<sup>5</sup>, le terme « ethnie » désigne un ensemble linguistique, culturel et territorial d'une certaine taille, le terme « tribu » étant généralement réservé à des groupes de plus faible dimension. Dérivée du grec « ethnos », le concept ethnie (comme celui de tribu) est resté longtemps d'usage exclusivement ecclésiastique. Il désignait, par opposition aux chrétiens, les peuples « païens » ou « gentils » qu'en langage séculier on appellera d'abord « nations » ou « peuples », puis, à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle, « races » et « tribus ». Rappelons que cette période du 19<sup>ème</sup> siècle est dominée par un débat entre géographes, scientifiques, historiens, linguistes, théologiens et exégètes sur l'hypothèse d'une émergence de plusieurs lignées humaines en des lieux différents.<sup>6</sup>

Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, il apparaît un déplacement sémantique. Le terme « nation » est désormais réservé aux Etats « civilisés » de l'Occident. Le terme « peuple », en tant que sujet d'un destin historique, est trop noble pour être appliqué aux « sauvages » nègres de l'Afrique noire en pleine exploration et conquête, et auxquels le terme « ethnie » (comme « tribu »), conviendraient mieux. Ainsi, le terme « ethnie » est désormais défini par une somme de traits négatifs et dont l'émergence répond aux exigences d'encadrement administratif et intellectuel de la colonisation. Ce déplacement sémantique du terme « ethnie » permet de « mettre à leur place » les populations conquises, de les fractionner et de les enfermer dans des définitions territoriales et culturelles conçues et mises en œuvre par la colonisation. En RD Congo, l'instruction du 22 juin 1920 sur le regroupement tribal répond à cet impératif d'encadrement colonial. De vastes zones regroupant plusieurs lignages indépendants et coexistant avec d'autres groupes linguistiques diffé-

---

<sup>5</sup> BONTE P, et IZARD M., *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, PUF, 1991

<sup>6</sup> CHRETIEN JP, et KABANDA M., *Rwanda : Racisme et Génocide. L'idéologie hamitique*. Belin, 2013, p. 20.

rents se sont retrouvées sous l'autorité d'un chef nommé par l'administration belge et ayant souvent comme qualification, l'aptitude de parler plusieurs langues, notamment le swahili ou le lingala, langues de communication avec les indigènes.

Les études ethnographiques vont s'intéresser à ces nouvelles entités politiques, culturelles et administratives afin de saisir le sens et les dynamiques de ces ethnies hétéroclites.

L'approche dynamiste et interactionnelle des années soixante va montrer que l'ethnie est une catégorie évolutive dont les codifications sont constamment renouvelées, les différences culturelles de groupes voisins servant de miroir et de frontière.

L'approche historique en anthropologie permettra d'approfondir cette critique de l'ethnie comme substance, et d'aider à la prise de conscience que bien des ethnies supposées traditionnelles sont des créations coloniales issues d'un coup de force venu traduire en langage savant des stéréotypes répandus dans les populations voisines. Plus généralement, on s'est aperçu que la cristallisation d'« ethnies » renvoie depuis toujours à des processus de domination politique, économique ou idéologique d'un groupe sur l'autre.

Malheureusement, ces ethnies patiemment déconstruites par des années de recherche sont devenues des sujets, reprenant à leur compte le discours ethniciste (ou indigéniste) naguère employé à leur endroit par les dominants. La définition de l'ethnicité est désormais forgée de l'intérieur, au lieu d'être attribuée du dehors. Ainsi, échappant à l'usage auquel elle fut longtemps réservée par l'administration coloniale et l'anthropologie classique, l'ethnie peut s'appliquer maintenant à des contenus sociaux très hétérogènes. En définitive, « l'ethnie n'est rien en soi, sinon ce qu'en font les uns et les autres »<sup>7</sup>. Il n'empêche que malgré ces énormes efforts scientifiques de déconstruction du concept « ethnie », le repli ethnique dicte et oriente les stratégies de survie et de mobilisation politique de plusieurs sociétés humaines en RD Congo, en Afrique et ailleurs.<sup>8</sup>

Dans la chefferie de Bwito, deux grandes ethnies, les Hutu et les Nande, coexistent avec d'autres ethnies minoritaires, les Hunde, qui gardent

---

<sup>7</sup> BONTE P., IZARD M., *op.cit.*, pp. 242 – 244.

<sup>8</sup> TEGERA, A., "Construire un Masisi avec tribus mais sans tribalisme: enjeux, défis et perspectives", Pole Institute, Juin 2015.

traditionnellement le pouvoir coutumier, les Tutsi, les Nyanga et les Bakumbule. Ceci dit, les tensions et conflits ethniques sont principalement focalisés sur les quatre ethnies : les Hutu, les Tutsi, les Hunde et les Nande.

a) Les Hutu.

La grande majorité des Hutu vivant dans la chefferie de Bwito sont issus de l'immigration organisée à partir du Rwanda des années 1936 – 1955. Ces derniers répondaient à un appel de la main d'œuvre dans les plantations de thé et de café. En effet, lors de la création du Comité National du Kivu (C.N.KI) en 1928, ce dernier gérait dans la chefferie de Bwito 31. 464 ha à vocation principalement agro-industrielle. A titre d'exemple, le Jardin théicole de Ngeri dans le groupement de Bukombo avait 2007 ha et d'autres colons planteurs avaient autant dans les groupements de Bishusha, Kihondo, Mutanda et ailleurs dans la chefferie de Bwito. Ces plantations nécessitaient une main d'œuvre abondante de laboureurs, sarcleurs, cueilleurs, tailleurs, planteurs d'arbres, peseurs de thé et d'autres ouvriers affectés à l'usinage si bien que les trois grandes usines de thé de Luboga, Kisimba et Kahe faisaient même recours à la main d'œuvre en provenance d'autres chefferies avoisinantes au Bwito, voir dans le Rwanda voisin du moins jusqu'à l'indépendance en 1960.

Lors de la création du parc national de Virunga en avril 1925, la constitution de deux réserves entre le Mont Sabyinyo et Rugari et entre la rivière Rutshuru et le lac Edouard fut de la chefferie de Bwishya non seulement l'une de plus petites au Nord-Kivu après le Bukumu, mais aussi une de plus démographiquement peuplée. L'option de la constitution d'une réserve intégrale supposait l'annexion des territoires autour de la réserve choisie et dans cette logique d'extension protectionniste les volcans éteints et ceux en activité jusqu'au lac Kivu furent inclus dans les aires protégées en juillet 1929. L'extension des aires protégées de 1934 et 1935 inclut les eaux belges du lac Edouard et les versants du Rwenzori dans un unilatéralisme protectionniste qui se foutait des droits des populations indigènes, du moins quand il s'agissait de sauver les gorilles de montagne.<sup>9</sup>

C'est dans ce contexte que les premiers mouvements internes à la recherche des zones de pacage ou de cultures de la chefferie du Bwishya vers la chefferie du Bwito furent enregistrés. Ces glissements des popu-

---

<sup>9</sup> TEGERA, A., « Désir de conserver et nécessité de survivre : cas des terres du domaine de chasse de Rutshuru et du Parc national de Virunga », Pole Institute, avril 2013.

lations furent renforcés par la suite dans le cadre du plan décennal pour le développement économique et social de l'administration coloniale de l'après deuxième guerre mondiale<sup>10</sup>. Et entre 1951 et 1953 des mouvements internes des populations furent organisés pour pouvoir désengorger les zones amputées par la réserve du parc de Virunga et à forte pression démographique dans le Jomba et le Rugari en les orientant vers la chefferie du Bwito. Dans cette dernière, les terres de cultures étaient encore disponibles et les plantations de thé offraient de l'emploi.

## b) Les Tutsi

L'arrivée des Tutsi dans la chefferie du Bwito est principalement consécutive à la création du parc national de Virunga (PNVi) en avril 1925. En effet, dès 1923, les zones de pacage sur les versants du volcan Mikeno et Karisimbi étaient interdites au bétail dans l'effort de constituer un sanctuaire naturel des gorilles de montagne. Les premiers mouvements des pasteurs vivant autour de la chaîne des volcans à la recherche des pâturages dans le territoire de Masisi et dans la chefferie de Bwito remontent à cette époque. Les pasteurs de gros bétail restés sur place autour des volcans négociaient au cas par cas les zones de pâturages disponibles entre les terres arables des cultures et les aires protégées du PNVI. C'est dans ce contexte que le « Kibaya » entre Bunagana, Busanza et le Bufumbira de l'Ouganda voisin fut créé en pâturage communautaire pour les éleveurs. Cependant, l'espace n'étant pas assez pour tout le monde, certaines familles choisirent de s'installer dans la chefferie de Bwito. Ce fut le cas notamment de certains clans Baha et Bacyaba habitant le village Rushanga qui s'installèrent à Bulindi avec leur bétail dès 1936. Ces terres basses du Bwito comparées aux zones montagneuses du Jomba furent fatales pour le gros bétail. Suite aux multiples maladies leurs vaches furent décimées et dix ans plus tard en 1946, certaines de ces familles vinrent s'installer à Bishusha près des entreprises agricoles de thé et pouvaient ainsi s'insérer dans cette économie agro-industrielle.<sup>11</sup> D'autres familles tutsi sont venues s'installer dans le Bwito dans la foulée des mouvements internes organisés entre 1951 et 1953 du plan décennal 1949 pour le développement économique et social dont nous avons mentionné afin de désengorger la forte pression démographique dans le Jomba et le Rugari.

---

<sup>10</sup> *Plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge*, Bruxelles, 1949, Tome I, p. 13

<sup>11</sup> Kambali Kibungo, « Les entreprises Agro-industrielles de Mushari et le processus de prolétarianisation dans la localité Bishusha (Zone de Rutshuru) », Mémoire de Licence en sociologie, UNZA, Lubumbashi, Juillet 1979. Pp. 58 - 59

Elles profitèrent des pâturages communautaires développés dans la zone de Bulindi. L'industrie agricole a aussi attiré de familles tutsi des chefferies avoisinantes du Bwito qui sont venues chercher du travail rémunéré dans les usines de thé. Certaines sont rentrées dans leurs milieux d'origine en fin de contrat, d'autres sont restées sur place.

Depuis le début des affrontements interethniques des années 1990 et le génocide des Tutsi au Rwanda d'avril en juillet 1994 et ses métastases dans le Nord-Kivu, la plupart de Tutsi du Nord-Kivu en général se sont réfugiés au Rwanda. Les derniers Tutsi du Bwito et de Masisi regroupés à la mairie de Goma ont traversé la frontière rwandaise au printemps 1996 après que le gouverneur du Nord-Kivu s'était déclaré incapable de les protéger. Depuis, ceux qui n'ont pas pu s'installer quelque part au Rwanda végètent dans les camps des réfugiés de Byumba, de Karongi (Kibuye), de Nyamagabe (Gikongoro) et de Kibungo au Rwanda. Ils vivent dans des conditions précaires, et après 23 ans dans les camps l'aide extérieure en nourriture s'est rétrécie à quelques dollars américains qu'ils reçoivent chaque mois et supposés couvrir tous leurs besoins. Les récentes révoltes des réfugiés Congolais de Karongi (Kibuye) en mars 2018 et leur bras de fer avec la police rwandaise s'est soldé par quelques personnes tuées parmi les réfugiés qui réclamaient une amélioration de leurs conditions de vie.

D'autres réfugiés qui ont pu profiter de quelques périodes d'accalmie au Nord-Kivu entre 2000 et 2008 et qui tiennent mordicus à rester au Congo sont regroupés autour de Kitchanga à Kahe et à Bwiza. Certains parmi eux habitaient dans le groupement d'Ikobo avant 1990 et ne peuvent retourner chez eux à cause de l'insécurité et la main mise de cette zone par les FDLR Rwandaises.

### c) Les Hunde

Les Hunde dans leur ensemble situent leur origine au Toro au sud du Bunyoro ougandais à une époque incertaine au cours de laquelle les récits mythiques amalgament la traversée du lac Edouard en vagues continues où les deux premières vagues, les Baamba et les clans Baswagha et Batangi (Nande), s'installent sur les crêtes des Monts Mitumba, les Nyanga dans « les vallées des rivières » en actuel territoire de Walikale, et la troisième vague, celle des Hunde, qui s'installe sur les rives méridionales du lac Edouard. Ces derniers se présentent comme les Hunde occupant actuellement le Bwito. Ils seront suivi par trois autres vagues hunde, qui vont s'installer respectivement dans le Binza, au Kishali et la dernière vague conduite par un chef charismatique du



nom de *Kinyungu* qui s'installe sur les rives occidentales du lac Kivu<sup>12</sup>. En amalgamant les Hunde, Nyanga et Nande dans un même mouvement migratoire, le récit veut signifier une origine commune de ces trois ethnies. Cependant, une comparaison linguistique montre beaucoup de similitudes entre les Hunde et les Nyanga et rattache plutôt les Nande aux Koonzo du massif du Rwenzori et du Toro en Ouganda<sup>13</sup>.

Ceci dit, les Hunde se reconnaissent dans trois branches principales, la branche aînée des Hunde du Bwito bien discrète depuis son incorporation dans le Rutshuru dominé par l'émergence de Daniel Ndeze, la deuxième branche, les « Banyungu », prédominante depuis la colonisation belge qui a fait d'André Kalinda la figure centrale du Buhunde, et la branche cadette les Bashali.

S'agissant des Hunde du Bwito qui nous concernent, on compte douze générations dans la lignée de la famille régnante depuis Bukavu Hangi<sup>14</sup> mort en 1981 jusqu'à Kasindikira évoqué dans le récit des mouvements migratoires et considéré comme étant l'aîné du groupe Hunde. Si nous prenons une moyenne de 25 ans par génération, Kasindikira aurait vécu autour de 1681, ce qui corrobore l'hypothèse de Moeller qui remonte les mouvements migratoires des Bahunde au 17<sup>ème</sup> siècle<sup>15</sup>.

Depuis la mort de Bukavu Hangi, deux familles hunde se disputent le pouvoir coutumier dans cette chefferie, la famille de feu Bukavu et celle de Buunda qui a succédé à Bukavu à sa mort. La lutte entre ces deux familles a été fratricide et les communautés ethniques du Bwito ont assisté à cette lutte intestine médusées à l'exception de la communauté nande qui a pris l'option de se ranger derrière le successeur de Bukavu, mr. Kalikene. Ce dernier fut amené à Mulo près de Lubero pour ses études en vue de prendre la relève de la lignée Bukavu après que la communauté nande ait chassé Buunda qu'elle jugeait injuste et ses taxes exorbitantes. Kalikene est réputé avoir développé un discours anti-Banyarwanda qui représente plus de 80% de la population de sa

---

<sup>12</sup> Murairi Mitima, J-B., *Les Bahunde aux pieds des volcans Virunga (RDC)*, L'Harmattan, Paris, 2005, pp.43 – 54.

<sup>13</sup> Schoenbrun D.L., *A Green place , a good place. Agrarian change, Gender, and social Identity in Great Lakes Region to the 15th century*, James Currey, Oxford, p. 39

<sup>14</sup> En ordre ascendant il s'agit de : Bukavu Hangi (+1981), Kumakuma, Mwibukya, Kamoli, Lulewa, Birere, Kyabwito, Mukoba, Kikandi, Nyamulaa, Mughalihya, Kasindikira.

<sup>15</sup> Moeller, A., *Les grandes lignes des migrations des Bantous de la Province Orientale du Congo Belge*, Bruxelles, 1936.

chefferie. Pour lui il faudrait pouvoir renvoyer tous les Banyarwanda au Rwanda. Ce qui est impossible. Son remplaçant au cours de ses longues absences, Bukavu Désiré, fut assassiné et sa mort imputée aux Banyarwanda qui ambitionneraient le pouvoir coutumier. Au-delà de ces querelles intestines entre familles régnautes, il est difficile de savoir exactement le pourcentage de la population hunde dans le Bwito, mais dans l'ensemble, ils sont largement mis en minorité par les deux grandes ethnies de la chefferie, les Hutu et les Nande, qu'ils sont censés gouverner. Autant l'autochtonie hunde dans la chefferie de Bwito est avérée, mais il est difficile de concevoir comment, pris en sandwich par les deux plus grandes ethnies de la chefferie, ils peuvent exercer une domination d'un pouvoir sans partage. Nous y reviendrons.

#### d) Les Nande

Trois facteurs ont contribué à l'installation de la population nande dans la chefferie de Bwito. D'abord, le simple fait que la chefferie avoisine le territoire de Lubero, les plantations de thé et du café du Bwito ont attiré plusieurs Nande enquêtent d'un travail rémunéré, notamment dans les usines de Luboga, Kahe, Kisimba et Mutanda. Ensuite, le paysannat de 350 parcelles de 3,5 ha le long de l'axe Rutshuru, Kiwandja et Ishasha distribuées fin des années 1950 début 1960 par l'administration coloniale ne suffisaient pas pour tout le monde. Beaucoup de Nande sont montés s'installer à Kibirizi et ailleurs dans le Bwito. La culture du café à Kibirizi dénote le savoir-faire des ouvriers nande en fin de mandat qui avaient évolué dans les autres plantations de café tel le domaine de Katale et ailleurs. Enfin, les aires protégées du parc national de Virunga sur les versants sont des territoires de Lubero et Beni orientent forcément le surplus démographique dans les chefferies voisines dont celle du Bwito.

#### e) Les Nyanga

La chefferie de Bwito est voisine de la partie nord-est du territoire de Walikale et le travail rémunéré dans les plantations de thé du Bwito ont attiré les ouvriers Nyanga à l'instar d'autres communautés ethniques de la région.

#### e) Les Bakumbule

Ils sont principalement basés autour de Buleusa dans le groupement d'Ikobo en territoire de Walikale et ont été attirés par le travail rémunéré dans les plantations de thé du Bwito tout comme les autres communautés ethniques.

Cette mosaïque ethnique est supposée vivre sous la domination et les bons offices du pouvoir coutumier hunde.

Il faut noter que les relations entre ces différents n'ont jamais été aussi mauvaises qu'elles sont actuellement. Plus de 40% de personnes enquêtées ont estimé que les relations entre communautés ethniques ne sont dégradées dans le territoire de Bwito. Les relations entre communautés sont caractérisées par la méfiance, la peur et la suspicion des membres de l'autre groupe ethnique. Les résultats des différents entretiens ont permis de ressortir les facteurs qui divisent les communautés de Bwito. La persistance des groupes armés, les tueries, l'insécurité, la méfiance entre les communautés, les blessures du passé, la nationalité, le non-respect des règles coutumières, l'accès à la terre, la gestion du pouvoir, les stéréotypes, manipulations des politiciens, faiblesse du pouvoir coutumier et de l'Etat, sont autant des facteurs cités par les communautés comme facteurs diviseurs. Par contre, les facteurs connecteurs cités par les enquêtés sont par exemple les Eglises, les écoles, marchés, commerce, les associations de développement, les structures sanitaires (Centre de Santé, Hôpitaux, etc.), les activités des ONG ou celles des autorités politico-administratives, les mariages interethniques, les noyaux de prévention des conflits, le sport, l'entraide aux travaux champêtres, la mémoire d'un bon passé commun, même origine bantou, etc. Il faut cependant signaler que pour les Eglises et les écoles, certains participants ont souligné qu'il y en a qui sont à tendance mono ethniques et pour ce fait elles ne jouent pas totalement un rôle rassembleur.

Les conflits prennent de l'ampleur l'occasion des enjeux politiques importants. A la veille des élections que c'est le cas actuellement, la question identitaire et en particulier celui de la nationalité, alimente les conflits interethniques entre les populations qui s'appellent autochtones et celles considérées comme allochtones. Les tensions politiques alimentent donc les conflits au niveau local.

## **2. Le pouvoir**

Le pouvoir jugé absent, inadéquat, non existant et parfois chaotique est revenu à plusieurs reprises dans les propos des personnes auprès desquelles nous avons fait nos enquêtes.

Le mot « pouvoir », dérive du latin « potestas » ou « potentia » qui veut dire « aptitude », et les deux mots viennent du verbe « potere » qui veut dire pouvoir ou être capable. Ainsi, à l'origine, le pouvoir dénote l'aptitude, les qualités morales, intellectuelles et humaines à conduire

le devenir d'une communauté humaine donnée. La réduction du pouvoir à un individu (dictature), à une maisonnée, à un groupe d'intérêts (hégémonie) ou à un groupe ethnique (tribalisme) sont une dénatura-tion pure et simple du pouvoir dans son entendement basique.

Dans la chefferie de Bwito, le pouvoir coutumier revient traditionnel-lement au chef hunde de la lignée de Bukavu Hangi avant que la suc-cession de ce dernier ne soit contestée par Buunda qui avait pris soins de s'attirer la bienveillance de la famille présidentielle de Mobutu. Fort de ce soutien, Buunda se sentait fortement appuyé par Kinshasa pour à son tour diriger de main de fer la chefferie de Bwito en imposant sa vision des choses et en poussant le plus loin possible ses intérêts. Les moyens pour son action reposaient essentiellement dans les revenus qu'il tirait de la pêche de Vitshumbi. En effet, dans le souci de conci-lier les intérêts biologiques et zoologiques du parc national de Virunga avec la nécessité d'améliorer les revenus des populations locales et leur accès aux protéines animales, l'administration du parc avait créé en 1947 deux régies de pêche autochtones à Vitshumbi et Kiavinyonge. C'est fut une façon pour l'administration du parc de greffer sur le concept de la réserve intégrale qui lui est cher celui de la cogestion contrô-lée de certaines ressources des aires protégées avec les populations riveraines. L'autre source des revenus du chef Buunda consistait à sur-taxer les commerçants nande de sa chefferie. Les frustrations de ces derniers allaient se muer en une bataille rangée que finalement perdit le chef Buunda. Il fut chassé de sa chefferie par les commerçants nande qui prirent soins de chercher la succession dans la famille rivale de Bukavu en préparant un de ses descendants mr. Kalikene. Les per-sonnes auprès desquelles nous avons enquêté reprochent à Kalikene son extrémisme anti-Banyarwanda (Hutu/Tutsi confondus) qui consi-dère que ces derniers devraient retourner chez eux au Rwanda. Les motivations derrière ce discours anti-Banyarwanda vont au-delà du fait qu'il se sente à l'aise avec la communauté nande qui a payé ses études à Mulo et sur laquelle il peut s'appuyer. Depuis la constitution de février 2006, les Hutu qui représentent plus de 80 % de la popula-tion de Bwito peuvent élire et être élu. Et dans ce sens, ils sont capables d'occuper toutes les représentations politiques depuis les conseillers municipaux jusqu'à la députation nationale. Nous avons vu lors des législatives de 2011 que dans le territoire de Masisi par exemple au-cune candidature hunde n'est passée et que sur les 7 sièges à pourvoir, les Hutu ont eu 5 et les 2 autres sont passés à un Tutsi appuyé par les ex-CNDP et un Tembo. Dans le Bwito, lors des législatives de 2006, les 2 sièges alloués à cette chefferie sur 8 sièges du territoire de Rutshuru, avaient été partagés entre un Hunde (Buunda Baroki Xavier) et un Hu-

tu (Sabiti Muhire Georges). Tandis que lors des législatives de 2011, les deux sièges sont passés aux seuls Hutu, Serufuli Eugène et Serutoke Félix. Cette capacité des Hutu de rafler toutes les représentations politiques là où ils sont majoritaires suscite des inquiétudes non seulement parmi les Hunde qui se considèrent comme des ayant droits autochtones mais aussi parmi les autres communautés ethniques qui vivent avec eux. Désirer voir les Banyarwanda retourner au Rwanda comme aimerait Kalikene est une chose, mais la réalité en est une autre. La solution reste une négociation gagnant gagnant entre les communautés et ici se trouve le vrai combat politique à mener.

### 3. La terre

Toute société humaine constitue en territoire l'espace de vie qu'elle occupe en agissant sur les composantes naturelles de son milieu, (les ressources minérales, végétales ou animales), soit directement (la cueillette), soit en utilisant divers instruments (la chasse, l'agriculture) ou par le biais d'éléments médiateurs (la domestication animale). Sur ces supports matériels, soumis à des lois de fonctionnement et d'évolution spécifiques, agissent des connaissances (savoir-faire), des idées et des valeurs consacrant le processus de territorialisation d'une culture donnée et son ancrage sur un sol. Ce procès d'occupation humaine d'un espace de vie (un territoire), et les types d'utilisation de ressources actualisant ce procès, mettent en évidence la forme d'ensemble des rapports sociaux telle qu'elle transparait à travers les modes d'appropriation collective de ces ressources (une appropriation communautaire, clanique ou lignagère).

Un espace de vie est généralement un élément de médiation entre les vivants, d'une part, leurs ancêtres et les forces surnaturelles d'autre part. La terre comme espace de vie pérennise la présence des ancêtres et légitime celle des vivants. Autour de la terre s'organisent les hiérarchies sociales, le « maître de la terre » incarnant le lien entre ancêtres et vivants, assurant ainsi la reproduction de l'inscription sur le sol.<sup>16</sup>

Dans le Bwito et ailleurs dans le Nord-Kivu, où vivent ensemble les Banyarwanda (Hutu/Tutsi confondus) et les Hunde ou autres communautés ethniques, deux rapports à la terre coexistent sans vraiment se comprendre mutuellement ni se rencontrer.

Pour les Banyarwanda, le travail inscrit sur la terre gagnée sur la forêt par le défrichage est une propriété foncière lignagère (*ubukonde*)

---

<sup>16</sup> BONTE P., IZARD M., *op.cit.*

appartenant à ses membres vivants et à venir. L'*ubukonde* représente le rapport à la terre le plus ancien chez eux. Cependant, l'introduction de deux produits, la banane et la vache nécessitant de grands espaces, ont introduit au 19<sup>ème</sup> siècle la notion de la propriété individuelle privée (*isambu*). La bananeraie, étant une culture pérenne, est une propriété individuelle et transmissible d'individu à individu. Les aires de pâturage (*umukenke*) sont vite devenues une propriété privée (*isambu*) transmissible de père en fils.

Pour les Hunde, la terre est la propriété exclusive du *mwami* (*mwami yenika butaka*). Ce dernier la distribue à ses sujets en collaboration avec ses conseillers et administrateurs (*Batambo*), et moyennant un tribut (*mutulo* ou *ikoro*), composé de la bière, d'une chèvre, d'une vache ou des produits vivriers. C'est un droit d'usage et non de propriété privée au sens du droit romain mais qui ne peut être retiré à l'usager à moins d'une faute grave.

La colonisation européenne qui s'impose fin 19<sup>ème</sup> et début 20<sup>ème</sup> siècles est venue s'inscrire dans ce contexte complexe du rapport à la terre des populations dans la région des Grands Lacs africains où la notion de la propriété collective coexiste avec la notion de la propriété privée acquise par la mise en valeur.

D'entrée de jeu, le territoire de Rutshuru et ses deux chefferies, le Bwishya et le Bwito, avaient été choisis par le pouvoir colonial comme une zone d'implantation des colons blancs. Dès 1928, le Comité National du Kivu (CNKi) a procédé au lotissement des terres domaniales et celles jugées vacantes après le rachat des droits indigènes. Ces terres ont par la suite été louées aux colons blancs pour le développement d'une économie des plantations de thé, et de café. Notons aussi que le parc national Virunga avait amputé beaucoup de terres à ce territoire pour créer une réserve intégrale des gorilles de montagne.

L'économie des plantations nécessitait une forte main - d'œuvre et celle disponible était prioritairement employée dans le secteur minier. C'est dans ce cadre que les migrations Banyanrwanda furent organisées entre 1936 et 1955 pour constituer un réservoir de la main-d'œuvre bon marché non seulement pour l'économie des plantations mais aussi pour les mines.

Dans la chefferie de Bwito, parallèlement aux colons planteurs, plusieurs sociétés agro-industrielles telles le Jardin théicole de Ngeri, Unilever, et les Jardins de Mushari, se sont partagées les 31.464 ha que

gétait le CNKi. Les plantations de thé prirent une importance capitale, notamment dans le groupement de Bishusha où les trente plantations de Kahe, Mohe, Lukulu, kihimba, Mweso, Honero, Tebaguro, Gatsira, Tshahemba, Karambi, Mubigo, Kageyo, Hifo, Buhanda, Kitanda, Kibumbo, Kihonga, Luboga, Lubati, Ngesho, Nkora, Bunobwa et Bugimbi faisaient de ce groupement un vaste jardin verdâtre magnifique à voir mais aussi rentable aux investisseurs. Nous n'avons pas eu accès aux chiffres de la productivité de la période coloniale pour évaluer à sa mesure la rentabilité de ces plantations de thé. Cependant, dans la post-colonisation entre 1964 et 1974, soit une période de dix années d'exploitation, les Jardins de Mushari à eux seuls ont affiché 8.199 tonnes<sup>17</sup> de thé, l'équivalent au prix moyen actuel de USD 20.497.500 en raison de 2.5\$ par kilogramme.<sup>18</sup> Certes un bon chiffre d'affaires en comparaison au barème salarial d'une usine comme Luboga à la même période où un manœuvre nouvellement embauché était payé 12.000 Zaïres, un ouvrier sous qualifié 27.000 Zaïres, et un ouvrier qualifié 36.000 Zaïres.<sup>19</sup>

L'introduction du travail rémunéré dans l'industrie agricole de la chefferie de Bwito marque un tournant important dans l'histoire récente du Nord-Kivu. Traditionnellement, les embauches rémunérées se cherchaient dans les villes urbaines de Goma et Bukavu et ces centres urbains attiraient les jeunes locaux et ceux des provinces voisines en quête du travail. Tout en étant un milieu rural, les plantations théières de la chefferie de Bwito et ses trois usines de Kahe, Luboga et Kisimba offraient de l'emploi aux jeunes et aux autres ouvriers en général en quête du travail. Notons aussi que le domaine de Katale avait créé une branche de traitement du café à Mutanda. Ainsi, à elle seule, la chefferie de Bwito rassemblait les moyens importants de production agricole en milieu rural qui faisaient d'elle une chefferie à part dans le Nord-Kivu. Cette industrie agricole rurale avait aussi désenclavé la chefferie de Bwito en la reliant aux grands axes urbains et routiers par des routes en terre battue et maintenues en très bon état. La seule faille notoire à cette industrie agricole de Bwito était son engagement dans les infrastructures sociales, notamment les hôpitaux et les écoles, que les missions catholiques et protestantes ont pu par la suite compenser dans la post-colonisation en créant quelques écoles primaires et secondaires comme par exemple l'école protestante de Misinga.

---

<sup>17</sup> Archives de la Ferme Esperanza, Jardins de Mushari.

<sup>18</sup> [www.indexmundi.com](http://www.indexmundi.com)

<sup>19</sup> Barème salarial, Luboga, 1978.



Ces potentialités agricoles en milieu rural sont mortes avec l'objectif 80 du Président Mobutu. En effet, depuis le choc pétrolier de 1973 et la chute du cuivre sur le marché international de 1975, le Congo de Mobutu a connu une chute libre de ses industries minières et agricoles si bien qu'au début des années 1980 les usines qui n'avaient pas fermé les portes travaillaient au ralenti. Ce marasme économique provoqua une crise politique nationale lorsqu'en 1978 le bureau du comité central du Mouvement Populaire de la Révolution (MPR) nomma trois Banyarwanda en son sein<sup>20</sup>. Cette nomination dans un contexte d'un gâteau national réduit en peau de chagrin mobilisant la naissante opposition politique conduite par Etienne Tshisekedi à contester et à en nier en bloc la nationalité de tous les Banyarwanda et à passer une loi en juin 1981 confirmant cette apatridie de facto. La marche dans le désert des Banyarwanda du Congo venait de commencer et les stratégies individuelles ou collectives des Banyarwanda pour se sortir de cette exclusion nationale se mirent en place.

La commission Vangu<sup>21</sup> d'identification des nationaux des années fin 1980 exacerbant les divisions internes parmi les Hutu et les Tutsi du Nord-Kivu. Les Hutu originaires de Rutshuru se déclaraient Congolais de souche mais certains parmi eux jugeaient que les Tutsi du même territoire de Rutshuru et ayant vécu côte à côte avec eux depuis plusieurs générations seraient des Rwandais.

La chefferie de Bwito qui avait accueilli un grand nombre d'immigrés Banyarwanda mais aussi des mouvements internes de glissement des populations Hutu et Tutsi du Bwishya représentait dans ce sens un cas d'étude intéressant. Les Hutu du Bwito pouvaient prétendre à une origine commune au Bwishya et dans une sorte de recherche du dénominateur commun bantu, ils pouvaient prétendre à une origine lointaine au Toro en Ouganda comme naguère les autres communautés ethniques Hunde, Nande et Nyanga. Quant aux Tutsi du Bwito, le préjugé nilotique collait à leur peau et leur sort lié à ceux du Rwanda voisin. Les personnes auprès desquelles nous avons fait nos enquêtes gardent en mémoire cette période et semblent en avoir épousé le schéma car pour elles les Hutu auraient les mêmes origines lointaines au Toro en Ouganda comme les Nande, Hunde et Nyanga. Ce qui est tout à fait indémontrable historiquement selon les documents et récits disponibles aujourd'hui.

---

<sup>20</sup> Il s'agissait du Professeur Ndeshyo, Kalisa et Rwanyindo.

<sup>21</sup> Vangu Mambweni Gustave, un Bembe originaire de Fizi était à la tête de cette commission censée faire le tri de qui est Zaïrois et qui ne l'est pas parmi les Banyarwanda du Congo.

Le passage du Congo au multipartisme en avril 1990 annonçant les perspectives démocratiques d'un homme et une voix dans un contexte démographique où les Hutu sont majoritaires dans les territoires de Rutshuru et Masisi, représentait une question difficile à laquelle la Conférence Nationale Souveraine subséquente devrait trancher. Elle n'a pas su le faire. La nationalité des Hutu immigrés et de tous les Tutsi Congolais leur fut niée en bloc. Cette exclusion des Banyarwanda du Congo se passait parallèlement à la guerre au Rwanda qui se solda par un génocide des Tutsi en 1994, les flux massifs des réfugiés Hutu au Sud et au Nord-Kivu en juillet 1994 après que l'armée nationale ex-FAR ait été vaincue, et le début des rébellions congolaises en octobre 1996. Une recomposition sous régionale et régionale qu'aucun Congolais n'aurait imaginé jusque là.

L'heure du rebelle, c'est aussi l'heure de la redéfinition de l'espace de vie. Au cours des rébellions de l'AFDL et du RDC/Goma, les cadastres miniers et fonciers furent revus de fond en comble pour en dénicher les espaces litigieux ou rendus caduques dans un contexte de mutations sociales où la survie humaine passait avant la tenue en ordre d'un titre de propriété.

Dans le cas du Bwito, un rapport du Forum des Amis de la Terre (FAT) fait entre 2011 et 2012 a eu du mal à identifier les propriétaires fonciers dans les groupements de Bukombo, Kihondo et Mutanda. Seuls les propriétaires des fermes de bovins fonctionnelles pouvaient être répertoriés. Par ailleurs notons que la théicole de Ngeri avait à elle seule 2007 ha et FAT a été incapable de retrouver qui sont les nouveaux propriétaires, à cause notamment du cadastre foncier du territoire de Rutshuru qui a préféré abandonner la chefferie de Bwito à son propre sort, dû probablement à l'insécurité qui règne dans cette zone et l'occupation de sa quasi totalité par les FDLR Rwandaises.

S'agissant des Jardins de Mushari naguère appartenant à Mwenenge Afamasa, un parent du feu Président Mobutu, dans le groupement Bis-husha, un procès l'opposant à Habarugira Herman sur l'ancienne plantation Gilwer fut finalement tranché en pleine rébellion du RDC/Goma en faveur de son fils Habarugira Tharcice et les Jardins de Mushari furent retenus parmi ses compensations. Par la suite, les Jardins de Mushari furent lotis et vendus aux barons de la rébellion RDC/Goma qui en avaient les moyens. Actuellement, les plantations de thé sont transformées en pâturages pour les fermes de bovins. Quand les personnes auprès desquelles nous avons enquêté parlent de la superposition des

titres fonciers dans le Bwito, ils ont entre autres en tête les Jardins de Mushari pour lesquels les nouveaux propriétaires ont des titres en bonne et due forme mais la famille et les enfants de Mwenenge vivant en Belgique n'arrêtent d'agiter le drapeau dénonçant une expropriation irrégulière. Un conflit latent qui attend son jour. Quant aux plantations Unilever (JTN Mweso), Mode Makabuza en assure la gestion et continue à entretenir la culture du thé en certains endroits. Cependant dans l'ensemble, l'affectation des plantations théières de la chefferie de Bwito en d'autres formes d'exploitation soit en pâturages de bovins ou en cultures, couplée avec la mort de l'industrie agricole de cette chefferie, ont altéré sa vocation d'antan du fleuron de l'industrie agricole productrice du travail rémunéré pour ses populations. Aussi, l'insécurité et le contrôle quasi maximal des pans entiers de cette chefferie par les FDLR Rwandaises n'augurent aucune solution facile pour la stabilisation de cette chefferie et le retour d'une paix durable qui seule permettrait un débat dépassionné quant au devenir de cette chefferie et sa vocation agricole.

Soulignons cependant que dans plusieurs analyses de causes de conflits dans la province, l'accroissement démographique est souvent négligé. On est cependant conscient qu'alors que les espaces habitables n'augmentent pas et que des terres arables deviennent de moins en moins nombreuses, les populations ne cessent d'augmenter à un rythme inquiétant surtout dans cette partie du pays. Ceci est particulièrement inquiétant tant on sait que le kivotien, tout groupe ethnique confondu, est fondamentalement attaché à la terre. Cette inquiétude est d'autant plus sérieuse que le gouvernement est soit pratiquement absent du débat pour résoudre le problème, soit fait parti lui même du problème. Dans ce contexte, une réflexion sérieuse sur une politique de glissement de populations des zones où les terres sont rares vers des zones où les terres sont encore disponibles devrait être menée. Il est clair que sans une politique publique capable d'organiser les flux migratoires et de manière générale de gérer cette croissance démographique, les chances de résoudre durablement les tensions dans ce territoire sont très limitées. Il est donc temps que les initiatives de pacification puissent s'intéresser sérieusement à cette question.

#### **4. Les Enjeux**

Dans le Bwito, l'enjeu principal dont dépend tout le reste est la question sécuritaire de la chefferie contrôlée par les groupes armés locaux et étrangers.

- Les Nyatura, sont les jeunes de la communauté hutu qui se présentent comme les défenseurs de cette communauté. La milice

Nyatara est née en juin 2012 à l'époque où les FDLR Rwandaises étaient sous pression des Mai Mai Raia Mutumboki et battaient en retraite dans le Sud et le Nord-Kivu. Leur objectif du départ était la défense de la communauté hutu contre ces Mai Mai qui avaient le vent en poupe et que rien ne semblait arrêter. A la même époque, les rebelles du M23 composés essentiellement de jeunes Tutsi occupaient les sommets des volcans dans le territoire de Rutshuru et ne pouvaient dans ce sens être la cause principale de la mobilisation des Nyatura dans le Masisi et le Bwito qu'ils contrôlent de main de fer jusqu'aujourd'hui.

- Les Mai Mai Mazembe sont une milice de la communauté nande qui ont intégré au sein de leurs rangs quelques éléments hunde et Kobo. Ils opèrent dans le Sud du territoire de Lubero mais aussi dans le Binza et le Bwito en territoire de Rutshuru. Ils se sont notamment illustrés dans le sud du Lubero autour de Kyaghala en harcelant et en tuant les paysans hutu qui s'y sont installés, mais aussi à Kibirizi et Bwelanda où ils sont en lutte constante avec la milice hutu Nyatura. Cependant, cette milice locale nande ne fait pas le poids face aux FDLR Rwandaises dans la chefferie de Bwito. Ces derniers sont les maîtres du terrain et affichent une ascendance non seulement sur les milices locales Hutu et Nande, mais aussi sur les positions FARDC de l'armée congolaise déployée dans cette chefferie. Qui sont ces FDLR pour avoir autant de pouvoir dans la chefferie de Bwito ?
- Les FDLR sont les résultats du métastase du génocide des Tutsi au Rwanda en RD Congo. L'armée rwandaise ex-FAR défaite et ses milices Interahamwe, ont traversé la frontière congolaise en juillet 1994 avec armes et munitions avec l'intention de reprendre le Rwanda perdu le plus rapidement possible et le « libérer du joug du FPR Inkotanyi » selon l'expression de Gaston Iyamuremye, alias Victor Byiringiro<sup>22</sup>. Entre 1996 et 2001, cette branche combattante des réfugiés rwandais au Congo se nommait une alliance pour la libération du Rwanda (ALIR). Dès 2001, leur appellation a changé en Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR). Leur confusion d'avec les réfugiés civils rwandais posait un sérieux problème aux humanitaires qui voulaient les assister mais aussi au UNHCR qui travaillait au rapatriement des volontaires civils qui souhaitaient retourner au Rwanda. Il fallait à tout prix séparer les réfugiés

---

<sup>22</sup> « Rwanda – RDC : Entretien exclusif avec le président des FDLR Victor Byiringiro », Jambonews, 11 juin 2014.

civils des militaires. La levée de cette confusion s'opéra en septembre 2003 quand le général major Sylvestre Mudacumura créa les forces du commandement armé nommées Abacunguzi FOCA. Cependant, le montage de cette branche armée et sa structuration entre les combattants sur le terrain et les différentes représentations en Afrique et en Europe suscita des incompréhensions au sein de ses membres. Certes, Mudacumura assurait le commandement militaire sur le terrain, mais la présidence des FDLR était aux mains de deux civils vivant en Allemagne, Ignace Murwandashyaka (président), et Straton Musoni (vice-président). Une lutte armée présidée par les civils avait tout l'air d'un parti politique armé et portait en elle-même les germes de ses contradictions. D'entrée de jeu, la contestation du leadership de Murwanashyaka fut menée par le général Jean-Damascène Ndibabaje, alias Musare, qui préféra créer une aile dissidente, les FDLR RUD qui opéraient dans le sud du Lubero où il avait fait alliance avec les PARECO de Kakule Sikuli Lafontaine dans le Bunyantenge. C'est avec ces dissensions internes que les FDLR furent invitées à Roma en 2005 par l'organisation catholique Saint Egidio dans une rencontre de haut niveau où Saint Egidio encourageait les FDLR d'abandonner la lutte armée pour se constituer en un parti politique. Une proposition qui ne faisait pas l'unanimité au sein des combattants sur le terrain. Il était hors question pour Mudacumura d'abandonner la lutte armée. Son commandant adjoint, Jean-Baptiste Kanyandekwe qui lui aussi appuyait la fin des hostilités et le retour des rebelles au Rwanda paya de sa vie. Il fut assassiné en décembre 2006. Depuis, les événements se sont précipités. La neutralisation de Laurent Nkunda en janvier 2008 ouvrit les portes à une collaboration armée entre le Rwanda et la RD Congo pour traquer les FDLR dans les forêts de Masisi et Walikale. Ces harcèlements et traques armées furent relayés par les Mai Mai Raia Mutomboki qui entre 2012 et 2013 menèrent une stratégie de la terre brûlée contre les FDLR dans le Sud et le Nord-Kivu et forcèrent ces dernières à se retrancher dans la chefferie de Bwito où désormais elles gèrent et contrôlent de main de fer. Les Nyatura locaux sont sous leur commandement et servent d'écran à leurs opérations. Les Mai Mai Mazembe sont militairement faibles face à elles et se contentent de quelques coups d'éclat sporadiques autour de leur village Bwelanda et ailleurs. Leur quartier général est un village nommé Ngoroba. De là, les FDLR contrôlent le Bwito. Elles collectent un pourcentage de l'argent des passagers que les FARDC

rançonnent sur les différentes barrières de la chefferie et gare au plus malin qui essaie de les dribler. Kajibwami, un leader local Hutu, paya de sa vie pour avoir détourné la nourriture destinée officiellement<sup>23</sup> aux réfugiés rwandais. Comme disent les participants : « Les FDLR tracassent la population, elles font payer des taxes sur toute chose, elles utilisent même les gens pour des travaux forcés, à toutes les barrières vous devez déboursier l'argent ». Cette main mise des FDLR sur la chefferie de Bwito s'est butée à une question qui divise ses membres au point d'avoir provoqué une fracture au sein des troupes combattantes. Il s'agit de la clause de cessation du statut des réfugiés rwandais à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

- La clause de cessation pour le Rwanda a été annoncée par l'UNHCR le 30 juin 2013. Elle concerne les réfugiés rwandais vivant dans des pays étrangers entre 1959 et 1998. Ces réfugiés étaient invités à rentrer au pays, le Rwanda, avant le 31 décembre 2017 car à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 les réfugiés ayant décidé de rester dans leurs pays d'accueil perdaient de facto leur statut de réfugié dans le pays d'accueil et n'auraient d'autre choix que de demander la naturalisation dans ces pays où ils sont installés. Pour la RD Congo qui a accueilli un grand nombre de ces réfugiés rwandais, cette clause de cessation est en soi un cauchemar au regard des difficultés de cohabitation que les Banyarwanda du Congo ont toujours eu avec leurs compatriotes et l'amalgame qu'une telle naturalisation en masse pourrait susciter. Cette clause de cessation reste aussi un cauchemar pour les combattants FDLR qui ne parviennent pas à se mettre d'accord entre eux quant à la stratégie à adopter pour y faire face. Une partie de troupes combattantes de Mudacumura opérant dans le Bwito et conduite par le colonel Wilson Irategeka serait favorable de mettre fin aux hostilités et de rentrer au pays. Une option que Mudacumura réputé un dur n'est pas prêt à accepter. Cette aile dissidente de Wilson Irategeka s'est retrouvée contraint de créer fin mai 2016 une branche nommée le conseil national pour le renouveau et la démocratie (CNRD - Ubwiyunge). Des combats féroces furent engagés entre les troupes loyales à Mudacumura et le CNRD et finalement le colonel Wilson Irategeka se retira de la chefferie de Bwito pour concentrer ses forces dans la chefferie voisine de Bashali et dans le Masisi en général. Suite à cette clause de ces-

---

<sup>23</sup> Les FDLR ont toujours gardé une main mise sur l'aide alimentaire destinée aux réfugiés civils rwandais.

sation, 5.781 personnes seraient rentrées au Rwanda en 2016 et en 2017, un nombre plus important estimé à 14.831 serait rentré dans ce pays.<sup>24</sup> Cependant, beaucoup d'autres réfugiés rwandais vivent toujours au Congo mais à notre connaissance aucune naturalisation en masse n'a été introduite pour eux. Au contraire. Il se dessine une sorte de tentative de retour en force que mobilisent plusieurs partis politiques d'opposition vivant en Afrique et en Europe autour du général dissident Kayumba Nyamwasa ancien chef d'état major de l'armée rwandaise et aujourd'hui réfugié en Afrique du Sud. Une première attaque sur le sol rwandais a eu lieu au mois d'août 2018 dans la forêt de Nyungwe dans le district de Nyamagabe. Wilson Irategeka du CNRD a été cité par la presse comme faisant partie des commanditaires de cette attaque. Ceci dit, cette perspective d'un retour en force mobilise même le noyau dur des FDLR FO-CA dans la chefferie de Bwito. Ces dernières recrutent et entraînent de jeunes réfugiés rwandais mais aussi des Congolais parmi les Nyatura du groupement Bukombo et ailleurs qui souhaitent se joindre à eux. Ces Congolais qui rejoignent les FDLR se sont regroupés dans une « coalition des mouvements pour le changement (CMC). Une appellation qui dénote une volonté de ratisser large pour mieux affronter l'armée rwandaise. C'est dans ce contexte sécuritaire complexe que le chef de la chefferie de Bwito aimerait être réhabilité et regagné son fief. Mais quelle chance a-t-il vraiment ?

- Le pouvoir coutumier dans la chefferie de Bwito. Parallèlement au contexte sécuritaire que nous venons d'évoquer et qui ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre pour un retour apaisé et dans la dignité du chef coutumier, son pouvoir est pris en sandwich entre une majorité Hutu qui a appris à se gérer elle-même à sa façon sans le chef et la communauté nande dont les puissants commerçants en son sein avaient pu chasser le chef Buunda. Certes l'actuel chef nommé, Kalikene, est proche de la communauté nande mais ne pourra régner sans s'attirer la sympathie de la communauté hutu qui représente plus de 80 % de la population même si Kalikene aurait souhaité les voir retourner au Rwanda. La famille rivale Buunda n'a pas non plus dit son dernier mot. Il en ressort que ce pouvoir coutumier ne peut en aucun cas être imposé de l'extérieur par une quelconque autorité étatique mais doit se négocier de l'intérieur

---

<sup>24</sup> Tumwebaze Peterson, "Rwandans lose refugee status as cessation clause comes into force", The New Times, Jan 01, 2018.



entre acteurs sur le terrain. Certains participants à la table ronde souhaiteraient que la chefferie de Bwito devienne une chefferie secteur, c'est à dire la faire sortir de légitimité coutumière et avoir à sa tête un chef nommé par l'autorité territoriale et non un chef héréditaire. Une telle option serait non seulement contestée par les Hunde mais aussi par d'autres chefs coutumiers de la province qui tiennent à cette légitimité là où elle existe. Les institutions administratives de l'Etat pourraient jouer un rôle de médiation entre acteurs sur le terrain mais brillent par leur absence alors que la question sécuritaire de la chefferie nécessite un retour en force de l'Etat qui seul peut négocier le devenir des FDLR avec le Rwanda mais aussi remettre sur l'agenda national l'industrie agricole défunte de la chefferie.

- Des rumeurs circulent que le ministère de l'agriculture serait en pourparlers avec les investisseurs externes pour la relance de l'industrie agricole dans la chefferie de Bwito. Ce serait une bonne nouvelle s'il y avait une initiative dans ce sens. Cependant le mal du pays est tellement profond pour espérer le démarrage économique du Bwito dans le court et le moyen termes. Cette chefferie a démontré par le passé qu'il est possible de créer une main - d'œuvre de haute intensité dans un milieu rural et les potentialités sont toujours présentes. Encore faut-il que l'Etat congolais renaisse et prenne ses responsabilités.
- Le rôle de l'Etat a été à plusieurs reprises évoqué dans les discussions avec les participants. Ces derniers constatent l'absence des institutions basiques de proximité comme la police et l'armée au moment où la chefferie est sous contrôle total des groupes armés. « Aujourd'hui à Kashalira il y a 3 soldats, à Bulindi 2, à Birundule 4, à Yobora 3, à Mirangi 6, à Mutanda 6 soldats....De 2016 à 2018, à Kabinu il y avait 2 policiers avec 1 arme, à Munguli 2 policiers avec 1 arme ».<sup>25</sup> On comprend mieux pourquoi ces soldats et policiers impuissants préfèrent trouver un modus vivendi avec les FDLR Rwandaises et autres groupes armés plutôt que les affronter. Cette situation perdure et la population civile a du mal à voir le bout du tunnel de son calvaire. Comme le Godot de la pièce de théâtre de Samuel Beckett, les populations congolaises attendent l'arrivée de l'Etat congolais, un rendez vous annoncé. Mais il ne vient pas. Peut-être est-il déjà passé ? Où peut-être il ne viendra jamais ? La question cruciale c'est que faire en attendant ? La tentation,

---

<sup>25</sup> Discussions en focus groupe, Kiwanja, mai 2018.

somme toute compréhensible, c'est de continuer à multiplier les discussions et dialogues entre communautés dans l'espoir qu'elles prennent conscience que l'Etat congolais qui viendrait faire la différence dans leur vie n'est pas pour demain et qu'il serait temps de s'organiser entre communautés, dépasser nos querelles et nos conflits et forger un destin commun, un vivre ensemble possible, en attendant l'Etat congolais. C'est cette option que plusieurs bailleurs et organisations civiles ont choisie en attendant Godot qui peut-être viendra un jour.

## 5. Les Leçons tirées

- A la différence de plusieurs chefferies comme le Bashali, Kamuronzza, Bahunde, Bwishya et ailleurs dans le Nord-Kivu où les ONG nationales et internationales ont facilité les discussions et échanges entre populations, la chefferie de Bwito semble ne pas avoir bénéficié d'un travail intensif de terrain de ce genre notamment à cause de l'insécurité qui y règne et la main mise des FDLR Rwandaises sur cette zone. Malgré cet obstacle sécuritaire, les communautés de Bwito sont ouvertes au dialogue et il faut pouvoir inventer comment continuer et renforcer les échanges amorcés par le projet « Njia za makubaliano ». La réhabilitation du pouvoir coutumier hunde, les emplois alternatifs non agricoles et un débat dépassionné quant à la vocation agricole de cette chefferie et la relance de son industrie sont des sujets ouverts qui nécessitent une compréhension commune locale autour de laquelle on pourrait bâtir des pites d'approfondissement et des laboratoires d'actions concertées.
- La main mise des FDLR Rwandais sur la chefferie de Bwito est une question sérieuse qui va au-delà des barouds d'honneur des traçages armés des FARDC sans résultats. C'est une question régionale qui nécessite une solution régionale concertée. Un policy brief pourrait être écrit et un lobby s'organiser au niveau national, régional et international pour vider cette question une fois pour toutes et trouver une issue viable pour les populations congolaises.
- L'impact du parc national Virunga et le bénéfice que la population du Bwito y tire sont revenus plusieurs fois dans nos discussions. Ce Parc est actuellement considéré plus comme une source de conflit. Les résultats de notre enquête montre par exemple que plus de 58% de nos enquêtés considèrent ce parc d'insécurité et retranchement des groupes armés (58.6% des

répondants), et pour 29 d'entre eux estiment les limites du parc sont une source des conflits dans la communauté. Le parc occupe une grande partie de la chefferie de Bwito et un dialogue avec l'administration du parc s'avère utile quant à son engagement dans cette chefferie. Au regard des barrages électriques que le PNV construit dans le Bwishya, de telles infrastructures de base sont possibles dans le Bwito et un dialogue constructif pourrait s'amorcer pour aider à la relance de son industrie qui dans le passé a prouvé que l'embauche en milieu rural est faisable, un objectif que le PNV vise en construisant les centrales hydrauliques dans la chefferie voisine de Bwishya.

## 6. Perspectives

Lors de la Table Ronde organisée à Rutshuru du 14 au 17 août 2018 et regroupant au moins trois participants représentant chaque communauté ethnique locale et élargie aux élites locales vivant à Goma, à Kinshasa et ailleurs, trois pistes prioritaires de stabilisation de la chefferie de Bwito ont été choisies.

- Le retour du mwami.
- La sensibilisation des groupes armés à déposer les armes, les traquer en cas de résistance.
- L'ouverture des routes agricoles et l'emploi des jeunes.

Ces trois pistes pourraient être des vœux pieux car la réalité sur le terrain montre un paysage politique, économique et culturel tout à fait autre. Cependant il n'empêche que ces trois pistes prioritaires sont des appels d'air de la part d'une population étouffée pour respirer et retrouver un minimum de paix et de normalité. Malgré un contexte sécuritaire difficile dans la chefferie de Bwito, des discussions et des échanges entre populations doivent se poursuivre pour dessiner ensemble les conditions de vie acceptables et assumées par tous autour des questions de fond sur le pouvoir local, la vocation agricole de la chefferie et l'impératif du vivre ensemble inclusif pour tous. Parallèlement à ces efforts de dialogue communautaire, un policy brief sur la question cruciale des FDLR Rwandaises au Nord-Kivu est impératif afin d'organiser un lobby puissant pour remettre sur la table idoine ce problème qui paralyse la vie des Congolais. Il y va de l'avenir de cette province du Nord-Kivu.